



« Plus la fermeture du détroit d'Ormuz se prolongera, plus les prix augmenteront, y compris en Suisse »

Rudolf Minsch

Conjoncture et croissance

L'augmentation des prix de l'énergie va-t-elle également attiser l'inflation en Suisse?

01.04.2026

D'un coup d'oeil

- En Suisse, l'inflation réagit nettement moins fortement aux chocs des prix de l'énergie qu'à l'étranger
- Cela s'explique principalement par la force du franc, une efficacité énergétique remarquable, des taxes plus élevées sur les énergies fossiles ainsi que des tarifs d'électricité différés
- Cependant, plus la fermeture du détroit d'Ormuz se prolongera, plus les prix augmenteront, y compris en Suisse

La guerre au Moyen-Orient ébranle les marchés des matières premières. Le blocage du détroit d'Ormuz et l'entrée en guerre de nouveaux acteurs ont récemment entraîné une hausse substantielle des cours. L'idée que la guerre pourrait durer bien plus longtemps que prévu commence peu à peu à s'imposer. Quels sont les effets des conflits armés sur l'évolution des prix en Suisse? Le taux d'inflation pourrait-il également monter en flèche chez nous – comme ce fut le cas dans la zone euro en 2022?

Revenons à 2022: l'inflation a rapidement augmenté après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans la zone euro, les prix ont augmenté de 10,6% au cours de l'année par rapport au même mois de l'année précédente. Les États-Unis ont connu des hausses de prix similaires et l'inflation mensuelle y a atteint un pic de 9,1%. En Suisse, en revanche, l'inflation est restée contenue et n'a pas dépassé 3,5%.

Y a-t-il des raisons de penser que la Suisse pourrait, cette fois encore, ne connaître qu'une hausse modérée de l'inflation – du moins par rapport à l'étranger?

Cinq raisons principales expliquent pourquoi les cours sur les marchés internationaux du pétrole ne se répercutent pas tels quels sur le taux d'inflation suisse:

1. Le franc est relativement fort. En conséquence, les importations coûtent moins cher que si notre monnaie était faible. Avec un taux de change de 1,70 franc pour un dollar US – comme en 2001 – et une hausse du prix du baril de pétrole de 60 à 110 dollars US, le baril coûterait l'équivalent de 85 francs en Suisse. En revanche, avec un taux de change de 0,80 le baril de pétrole ne coûte «que» 40 francs. Autrement dit, une monnaie forte nous confère un pouvoir d'achat élevé à l'échelle internationale.

2. L'économie suisse affiche une efficacité énergétique supérieure à celle des États-Unis ou de l'Allemagne, par exemple. Nous consommons moins d'énergie pour produire des biens et des services. Une comparaison avec notre voisin du nord est éloquent: produire des biens et des services en Allemagne nécessite plus du double d'énergie qu'en Suisse. Les énergies fossiles représentent toujours une part importante de la consommation énergétique tant en Suisse qu'en Allemagne. Mais comme notre économie est moins énergivore, les prix à la production en Suisse réagissent moins fortement à une hausse des cours pétroliers qu'en Allemagne Or, à terme, une hausse des prix à la production se répercute sur les prix à la consommation.
3. En Suisse, les ménages consacrent une part moins importante de leur budget aux énergies fossiles que leurs homologues allemands ou américains. Les salaires élevés, le franc fort (raison n° 1) et l'efficacité énergétique (raison n° 2) expliquent en grande partie pourquoi les énergies fossiles ne représentent qu'une fraction relativement modeste des dépenses totales en biens et services. Ainsi, le poids des carburants et combustibles fossiles dans l'indice suisse des prix à la consommation n'est que de 3%, contre près de 7% en Allemagne et autour de 5% aux États-Unis.
4. Par ailleurs, la Suisse applique des taxes élevées sur les énergies fossiles. Pour mémoire, l'inflation mesure la hausse en pourcentage des prix de détail. Dès lors, lorsque les cours du pétrole augmentent sur les marchés internationaux, le prix du mazout ou du diesel progresse moins fortement en Suisse.
5. Enfin, le prix de l'électricité facturé aux ménages et à de nombreuses PME ne répercute qu'avec un certain décalage les hausses des prix du gaz et du pétrole. La plupart de ces clients relèvent en effet du marché réglementé de l'approvisionnement de base et ne peuvent pas choisir librement leur fournisseur. Leur tarif est fixé annuellement à l'avance sur la base des coûts réels (coûts de production et d'approvisionnement), et non des prix boursiers en temps réel. De ce fait, les fluctuations à court terme sur les marchés européens de l'électricité – souvent fortement influencées par le prix du gaz – ne se répercutent sur les clients finaux suisses qu'avec retard et de manière lissée.

Exemple: Le litre de diesel est actuellement soumis à des taxes totalisant 79,6 centimes. Si le prix du diesel est de 50 centimes par litre, le prix de vente final sera de 1,40 franc environ, TVA de 8,1% incluse. Si le prix du pétrole double, passant de 0,50 à 1,00 franc, le prix à la pompe grimpe à environ 1,94 franc par litre. Le prix retenu dans l'indice national des prix à la consommation n'augmente ainsi que d'un peu moins de 40% ($1,94/1,40 - 1$).

Les hausses des prix du pétrole et du gaz ont donc un impact moins prononcé sur le taux d'inflation en Suisse que dans d'autres pays. Mais, tôt ou tard, leurs effets se font néanmoins sentir. Tout comme la guerre en Ukraine en son temps, le conflit au Moyen-Orient provoquera lui aussi une poussée inflationniste chez nous. Il serait donc imprudent de se laisser bercer par un faux sentiment de sécurité. L'or noir, comme on l'appelait autrefois, demeurera un facteur incontournable pour l'économie mondiale dans les années à venir. Le constat est donc sans appel: plus la fermeture du détroit d'Ormuz se prolongera, plus les prix augmenteront, y compris en Suisse. Simplement de manière un peu moins marquée qu'ailleurs.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction